

Anne Coffinier : "Aucun djihadiste n'est jamais sorti d'une école hors contrat !"

Article rédigé par *Valeurs actuelles*, le 31 mars 2018

Au terme de discussions nombreuses et houleuses, le parlement vient d'adopter définitivement la nouvelle loi d'encadrement des écoles indépendantes. Anne Coffinier, présidente de la Fondation pour l'Ecole, revient sur cette loi réécrite au fil des revendications du hors-contrat.

Le parlement vient d'adopter définitivement l'encadrement des écoles indépendantes. Que faut-il retenir du texte qui a été voté ?

Le texte initial nous avait inquiété en raison de certains volets clairement attentatoires à la liberté scolaire. Le texte adopté est finalement un moindre mal, le pire a clairement été évité, notamment grâce au travail que nous avons fait dans le cadre des consultations. Cette loi ne crée aucun drame majeur et elle améliore même certains petits détails : la création d'un régime de guichet unique (plus simple au niveau administratif), la clarification du déclenchement du délai d'opposition ainsi que son allongement (ce qui va rassurer et rendre les maires moins frileux, lorsqu'une école se crée). Tout ça va dans le bon sens.

Mais à l'inverse, cette loi maintient et développe en retour des archaïsmes vraiment dépassés pour notre époque, et qui nuisent à la capacité d'innovation propre à ces écoles indépendantes.

Un exemple : elle réclame que les directeurs et professeurs soient nécessairement européens. Un vrai problème pour toutes les écoles internationales qui embauchent des Américains, des Canadiens ou des Chinois. Les demandes de dérogation vont être incessantes !

Autre exemple : la nécessité d'une licence pour enseigner en maternelle... Les écoles Montessori vont être particulièrement touchées. Beaucoup d'éducateurs n'ont pas de licence et sont pourtant parfaitement formés à la méthode. Mais en ce qui concerne la lutte contre la radicalisation islamiste, permettez-moi de vous dire que j'ai de gros doutes.

C'était en effet l'objectif affiché. La loi ne l'atteint pas du tout ?

Si l'objectif était effectivement celui-ci, je ne vois vraiment pas en quoi cette loi pourrait améliorer quoi que ce soit. La seule disposition utile, c'est la présence du préfet aux côtés du directeur de service de l'éducation (recteur). Cela veut dire que les recteurs pourront ainsi faire appel au ministère de l'Intérieur, à la DCRI, et donc à des gens qui sont réellement spécialistes du renseignement intérieur. C'est une amélioration, sur une idée qui était d'ailleurs la nôtre et que nous avons réussi à passer ! A part ça, rien de très convaincant.

Y a-t-il des moyens d'y parvenir selon vous ?

Avec cette loi, non. On a surtout beaucoup de communication et une manière de s'acheter une bonne conscience à faible coût pour se persuader qu'on a agi contre l'islamisme en milieu éducatif. Il y a un vrai problème d'islamisme et il faut évidemment le traiter. Le hors-contrat est prêt à prendre ses responsabilités et à assumer une part de l'effort que tous doivent faire pour éradiquer cette menace. Mais il ne faudrait pas non plus prendre les gens pour des idiots.

Je ne nie pas le potentiel problème que peuvent poser les écoles musulmanes clandestines, comme toutes les activités périscolaires par ailleurs. Mais je tiens quand même à rappeler qu'aucun djihadiste n'est jamais sorti d'une école hors-contrat jusqu'à aujourd'hui. Et en attendant, on ne sait pas ce qui est prévu dans les

écoles publiques, véritables foyers de cet islamisme selon toutes les études. Tout le monde sait pourtant très bien que les grosses écoles tenues par les frères musulmans sont surtout des écoles passées sous contrat par l'Etat. Ce sont ces écoles dans lesquelles Ramadan a pu sévir, lui comme beaucoup d'autres personnes absolument infréquentables.

Pour retrouver l'intégralité de l'article :

<https://www.valeursactuelles.com/societe/anne-coffinier-aucun-djihadiste-nest-sorti-dune-ecole-hors-contrat-9>